

Petit manuel d'éthique appliquée

Laurent Rollet (Université de Lorraine)

laurent.rollet@univ-lorraine.fr

1. Qu'est-ce que l'éthique ?.....	3
1.1. Problèmes de définition	3
1.2. Problèmes de fondements	3
1.3. Comment mêler toutes ces approches ?.....	4
2. Les tests éthiques.....	4
2.1. Le test de l'odeur	4
2.2. Le test d'utilité	5
2.3. Le test des droits de l'homme	6
2.4. Le test de l'universalisme	6
2.5. Le test des choix	7
2.6. Le test de la justice	7
2.7. Le test du bien commun	8
2.8. Le test de la vertu	8
2.9. Conclusion générale	9
3. L'éthique en questions.....	10
3.1. Étape 1 : Reconnaître la question éthique	10
3.2. Étape 2 : Rassembler les données	10
3.3. Étape 3 : Évaluer les différents choix possibles en fonctions d'options philosophiques.....	10
3.4. Étape 4 : Prendre une décision et la tester	10
3.5. Étape 5 : Agir et évaluer le résultat	10
4. Quelques astuces de formalisation du raisonnement.....	10

1. Qu'est-ce que l'éthique ?

1.1. Problèmes de définition

Le terme « Éthique » renvoie à des normes de comportements qui indiquent de quelle manière les êtres-humains devraient agir dans un grand nombre de situations dans lesquelles ils se trouvent en situation d'amis, de parents, d'enfants, de citoyens, de professionnels, d'enseignants, d'hommes d'affaire, etc.

Il peut être utile d'indiquer ce que l'éthique n'est pas.

- L'éthique, ce n'est pas la même chose que les sentiments. Nos sentiments peuvent nous donner des informations importantes sur nos choix éthiques. Certaines personnes peuvent se sentir particulièrement mal lorsqu'elles font quelque chose de mal, mais beaucoup de gens peuvent n'éprouver aucun sentiment désagréable en agissant mal.
- L'éthique, ce n'est pas la religion : beaucoup de gens ne sont pas croyants, mais l'éthique s'applique à tout le monde. La plupart des religions se fondent sur des standards éthiques très exigeants mais elles sont parfois en net décalage avec les problèmes qui se posent dans la vie courante.
- L'éthique, ce n'est pas le droit (ou la loi) : un bon système juridique s'appuie sur un grand nombre de normes éthiques ; mais la loi peut largement s'éloigner des normes morales. Une loi peut être moralement corrompue (dans son interprétation ou dans son application, par exemple dans des régimes totalitaires).
- L'éthique, ce n'est pas suivre des normes culturellement acceptées. Même si les normes morales sont largement dépendantes d'une époque ou d'un lieu, l'éthique ne revient pas forcément à suivre celles-ci (cas du nazisme en Allemagne ou des l'esclavage aux États-Unis).
- L'éthique, ce n'est pas la science : les sciences sociales et naturelles peuvent fournir beaucoup d'informations essentielles pour faire de bons choix éthiques. Mais la science seule est incapable de nous indiquer ce que nous devrions faire. De plus ce n'est pas parce que quelque chose est scientifiquement ou technologiquement possible qu'elle est acceptable d'un point de vue éthique.

1.2. Problèmes de fondements

Une des grandes difficultés de l'éthique est d'identifier les normes morales que l'on doit (ou que l'on devrait) suivre. Cette difficulté est liée à deux questions essentielles :

- Qu'est-ce qui fonde nos normes morales ?
- De quelle manière ces normes éthiques s'appliquent-elles aux situations spécifiques auxquelles nous sommes confrontés ?

Si l'éthique ne repose ni sur les sentiments, ni sur la religion, ni sur la loi, ni sur les pratiques sociales, ni sur la science, sur quoi se fonde-elle ? Dans la tradition philosophique, on considère qu'il existe au moins cinq différentes sources pour les normes morales.

1°/ L'utilitarisme

Certains philosophes insistent sur le fait qu'une action éthique est toujours une action qui produit plus de bienfaits que de méfaits. Cela veut dire que dans tout choix éthique on essaye de privilégier les conséquences positives par rapport aux conséquences néfastes. L'utilitarisme moral s'intéresse aux conséquences des actions ; son objectif est d'augmenter le bien-être et le plaisir et de réduire la souffrance et le malheur.

2°/ L'éthique des droits de l'homme

Dans cette perspective, une action éthique sera celle qui protégera et respectera au mieux les droits moraux des parties prenantes. Cette approche part de la croyance selon laquelle les hommes ont une égale dignité liée à leur nature et à leur capacité de choisir librement ce qu'ils veulent faire de leur vie.

3°/ L'équité ou la justice

Aristote et d'autres philosophes grecs ont émis l'idée selon laquelle tous les égaux devraient être traités de manière égale. Aujourd'hui on utilise cette idée pour dire que les actions sont éthiques lorsqu'elles traitent tous les êtres humains de la même manière ou – si le traitement est inégalitaire – en respectant le principe d'équité dûment argumenté (discrimination positive par exemple).

Généralement on paye les salariés en fonction de leur charge de travail ou de leur part contributive à une organisation et il y a un accord pour sur l'équité de cette mesure. Mais, il y a bien-sûr un débat sur les très grands patrons et sur l'écart gigantesque entre leurs salaires et ceux des simples salariés. Peut-on défendre une telle disparité à l'aide du principe d'équité ? Ne peut-on y voir un déséquilibre injuste ?

4°/ Le bien commun

Les philosophes grecs ont aussi avancé l'idée selon laquelle la vie en communauté est un bien en soi et que nos actions devraient contribuer à cette vie commune. Cette approche suggère que les relations sociales sont les bases du raisonnement éthique et que le respect et la compassion constituent les conditions nécessaires de tout raisonnement dans ce domaine.

Cette approche va insister aussi sur les conditions communes importantes pour le bien-être de tous : système de lois, police et pompiers, hôpitaux, système éducatif, aire de jeux pour les enfants, etc.

5°/ Les vertus

Une approche très ancienne en matière d'éthique postule que les actions éthiques devraient être en accord avec certaines vertus idéales qui contribuent au plein développement de notre humanité. Ces vertus sont des dispositions et des habitudes qui nous permettent d'exprimer au mieux le potentiel de notre caractère : honnêteté, compassion, courage, générosité, tolérance, amour, fidélité, prudence, intégrité, équité, modération, etc.

L'éthique des vertus demande pour chaque action : Quel type de personne deviendrai-je si je prends cette décision ? Est-ce que cette action est cohérente avec l'idée que je me fais d'agir au mieux de mes capacités ?

2.3. Comment mêler toutes ces approches ?

Chacune de ces approches nous aide à déterminer quels sont les standards de comportement qui peuvent être considérés comme éthiques. Cela ne règle cependant pas tous les problèmes. On n'est pas obligés d'être tous d'accord sur le contenu de ces différentes approches. Comment définir un noyau commun de droits humains ou de droits civils ? On peut aussi être en désaccord sur ce qui constitue le bien commun.

On peut aussi très bien être en désaccord sur ce qui est bien et sur ce qui est mal. Toutes ces approches ne répondent pas de la même manière à la question : « Qu'est-ce qu'une action éthique ? ».

Cependant, chacune de ces approches nous donne des informations importantes à partir desquelles on peut déterminer ce qui est éthique dans certaines circonstances particulières. De plus, très souvent, ces différentes approches peuvent déboucher sur des réponses similaires.

Prendre des décisions dans le domaine professionnel requiert une certaine sensibilité aux questions éthiques et suppose l'utilisation d'une méthode pour explorer les dimensions morales d'un problème et évaluer les facteurs qui auront un impact sur nos choix. Cette méthode, quelle qu'elle soit, doit offrir un moyen de départager différentes alternatives d'une action et doit donc d'abord être une méthode d'analyse des problèmes.

Cette méthode d'analyse peut s'appuyer sur des tests simples.

2. Les tests éthiques

Les jugements éthiques sont formulés à propos d'actions ou de situations qui sont bonnes ou mauvaises, justes ou fausses. Très souvent, on est tenté de penser qu'une situation ne nécessite pas d'analyse éthique et ne relève finalement que de la loi, de l'organisation du travail ou de l'optimisation des modes de fonctionnement.

C'est très souvent le cas. Cependant, un bon indice pour savoir si une situation requiert une analyse éthique complémentaire est de déterminer si le problème posé implique une menace ou une souffrance, potentielle ou réelle, pour quelqu'un ou pour quelque chose.

Un autre indice pourrait être la violation potentielle de ce qu'on considère généralement comme le juste ou le bien.

Voici quelques tests qui permettent d'envisager la portée éthique d'une situation.

2.1. Le test de l'odeur

Le test de l'odeur est un test intuitif qui vise à interroger l'image de soi et le sentiment moral.

Le test revient à poser un ensemble de questions simples

- Est-ce que cela sent mauvais ?
- Si je lis une déclaration de la situation dans la presse, quelle sera la tonalité des réactions ?
- Est-ce qu'il serait positif de voir apparaître cette situation en première page des journaux ?
- Et si les syndicats l'apprenaient ?
- Et si je devais en parler à ma famille, à mon chef, à mes ouvriers, est-ce que je me sentirais à l'aise ?

Avantages du test de l'odeur :

- Il se concentre sur ce que d'autres acteurs pourraient penser.
- Il affirme que l'éthique n'est pas une entreprise individuelle mais collective : ce qui compte ce n'est pas seulement ce que je pense, c'est aussi ce que les autres pensent.
- Il s'appuie sur une réaction psychologique, intuitive, spontanée : la honte...

Inconvénients du test :

- Ce type de test ne peut pas améliorer la société : si la société est aveugle aux dimensions éthiques d'une action ou d'une situation, le test ne peut pas grand chose.
- À force de vivre au milieu des mauvaises odeurs, la sensibilité peut diminuer.
- Ce test permet de déterminer si une situation nécessite une analyse éthique mais il ne nous dit pas pourquoi c'est juste ou injuste, bon ou mauvais. Il faut donc aller au-delà du test.

Le test de l'odeur est donc un premier pas et ne peut-être que le début d'un questionnement.

2.2. Le test d'utilité

Il s'agit d'un test fondé sur les principes philosophiques de l'utilitarisme moral : les conséquences d'une action déterminent ce qui est bon ou mauvais. Cela signifie que la fin justifie les moyens : une action est juste si elle produit le meilleur résultat général. Les bons résultats peuvent être mesurés par :

- Le bonheur et le malheur (plaisir et souffrance) ;
- Les préférences des individus ;
- L'argent, comme indicateur de préférences.

Pourquoi le principe d'utilité peut-il être un moyen valide de décider entre le bien et le mal ?

- Chacun compte pour un.
- Tout le monde veut être heureux et éviter le malheur.
- Par conséquent, le bien c'est ce qui rend le maximum de gens heureux et ce qui produit le moins de malheur.

Mise en application

1°/ Identifier les différentes possibilités d'actions envisageables et les personnes ou les groupes qui seront affectés par cette action.

2°/ Pour chacune des possibilités d'actions, déterminer les bénéfices et les coûts en prenant en compte tous les acteurs concernés. Nature de ces calculs :

- Il s'agit de prédire les résultats probables en se basant sur les faits et sur l'expérience ;
- Il s'agit d'envisager les conséquences à court-terme et à long-terme ;
- Il s'agit d'évaluer ou de prendre en compte la valeur relative de l'utilité marginale d'un résultat pour différents individus ou groupes d'individus.

3°/ Sélectionner les actions qui dans la situation présente produisent le plus grand bénéfice par rapport aux coûts pour les parties prenantes.

- Si les coûts dépassent les bénéfices, il faut alors choisir l'option la moins coûteuse en regard des bénéfices.
- Il s'agit d'évaluer le bénéfice net d'une action.

4°/ Imaginer ce qui se passerait si cette action devenait la solution préférentielle pour toutes les situations similaires (exemple de la transposition d'une décision individuelle en une politique globale).

5°/ En tirer les conclusions :

- Si la même action est choisie dans les étapes 3 et 4 alors il s'agit d'une action éthique du point de vue de l'utilitarisme.
- Si les étapes 3 et 4 débouchent sur des choix différents il faut décider si c'est l'action individuelle ou sa généralisation en principe politique global qui produira le plus grand bien et le moins de souffrance pour les parties prenantes sur le long-terme.

Avantages du test d'utilité :

- Les résultats comptent. Je ne peux pas pleinement être satisfait en suivant simplement mes propres valeurs morales, surtout s'il en résulte des conséquences mauvaises.
- Les données factuelles et la probabilité de résultats potentiels sont importantes pour décider ce qui est bon ou mauvais.
- Le bien-être des animaux et des autres entités devrait être inclus dans les décisions éthiques dans la mesure où ces acteurs sont affectés par les résultats.
- Insister sur le calcul rationnel et inclure toutes les parties prenantes nous enseigne que nos intuitions immédiates sur ce qui est bon ou mauvais doivent parfois être remises en cause.
- Le test d'utilité repose sur la volonté de trouver le meilleur résultat et non pas simplement un bon résultat.

Faiblesses du test d'utilité :

- Il n'est pas toujours possible d'évaluer la probabilité des résultats, dans des situations complexes ;
- Dans les organisations comme les entreprises, la visée du long terme est rarement une priorité, *a fortiori* dans le domaine morale... Sur le long terme de toute manière, les individus changent de postes, partent en retraite, etc. et leur responsabilité morale s'évanouit progressivement ;

- Le principe d'utilité peut être mal appliqué : on peut mal faire le calcul, on peut manquer d'objectivité dans la prise en compte des facteurs ou des acteurs engagés, on peut même être malhonnête dans la réalisation des calculs.

2.3. Le test des droits de l'homme

La question que pose ce test est la suivante : Est-ce que l'option envisagée respecte les droits de l'homme ?

L'idée de droits de l'homme est familière au plus grand nombre. Elle pose les bases de toutes les réflexions sur les obligations de chacun vis-à-vis de la société ou sur l'équilibre entre intérêts individuels et collectifs.

L'organisation juridique varie selon les pays, les sociétés et le temps. Cependant l'approche par le droit (ou les droits) permet de se situer dans un cadre de pensée qui reconnaît aux êtres humains une valeur intrinsèque quelle que soit leur race, leur origine sociale, etc.

Il s'agit ici de penser une situation donnée en termes de conditions matérielles pour exprimer ses droits : sans la capacité d'exprimer ses convictions politiques ou religieuses, de voter, de s'alimenter ou de s'habiller correctement ou trouver un emploi, un individu ne peut vivre en accord avec sa valeur intrinsèque.

Mise en application du test :

1°/ Quels sont les droits à prendre en compte dans une situation donnée ? Quels sont ceux qui seraient privilégiés ? Quels sont ceux qui seraient violés ?

- Les droits liés à la liberté : droit de propriété, liberté d'expression, liberté de culte...
- Les droits liés au bien-être : droits à l'alimentation, à l'éducation, à la santé.
- Voir la déclaration universelle des droits de l'homme.

2°/ Comment équilibrer les droits à prendre en compte s'ils entrent en conflit ? Il s'agit de proposer une réponse qui fixe une hiérarchie des droits à prendre en compte dans la décision éthique en regard de critères comme ceux des libertés fondamentales et de l'accès au bien-être.

3°/ De quelle manière la prise en compte des droits de chacun s'applique-t-elle (ou non) à la situation évaluée ?

Faiblesse du test des droits :

- La question de l'équilibre des droits est redoutable. Il n'est pas toujours aisé de régler les problèmes de conflits entre différents droits.
- La question de l'universalité des droits de l'homme est parfois critiquée.
- La portée de ce test est un peu trop grande par rapport à certaines questions éthiques « mineures » (aborder un problème d'éthique industrielle dans une PME à l'aide de ce test est peut-être difficile à justifier).

2.4. Le test de l'universalisme

Le test de l'universalisme consiste à partir des questions suivantes :

- Et si tout le monde faisait pareil ?
- Si c'est éthique pour moi d'agir d'une certaine manière, est-ce que cela l'est toujours si tout le monde fait de même ?
- L'action que j'envisage relève-t-elle de l'exception ou de la norme universelle ?

Dans l'analyse éthique on part d'une égalité de tous les acteurs concernés... Par conséquent ce qui est éthique pour moi devrait l'être pour les autres dans les mêmes circonstances.

Mise en place du test :

1°/ Décrire l'action envisagée de la manière la plus précise possible en précisant les enjeux éthiques (par exemple « choisir de faire une fausse déclaration d'impôts pour ma société »)

2°/ Et si tout le monde faisait de même ? De deux choses l'une :

- a) L'action en question devient inenvisageable pour tous les acteurs. Si tout le monde triche sur sa déclaration d'impôts l'État mettra en place une autre procédure pour contourner ce manquement.
- b) L'action risque de déboucher sur l'instauration d'un climat malsain... triche généralisée

3°/ Conclusion : si les conditions (a) ou (b) apparaissent il y a des chances pour que l'action soit peu acceptable d'un point de vue éthique, à moins d'envisager une exception. Il faut alors justifier cette exception.

4°/ Renvoyer la question : et si c'étaient les autres qui agissaient ainsi à notre égard accepterions-nous cette action comme éthique ?

5°/ Si l'action n'est pas éthique lorsqu'elle vient des autres, il n'y a pas de raison pour qu'elle le soit lorsqu'elle vient de moi. À moins une fois de plus d'envisager une exception (qu'il faudra justifier).

Faiblesses du test d'universalité

- Il faut accepter l'idée d'universalité pour que le test fonctionne
- Certaines personnes (fanatiques, vicieuses, etc.) accepteront sans problème un monde rempli d'exceptions.

2.5. Le test des choix

Le test consiste à poser la question suivante : est-ce que les personnes concernées sont à même de faire leur propre choix ?

L'idée de ce test est de se poser la question des valeurs de chacun :

- Les choses ont une valeur parce que les personnes leur en donnent une.
- En tant qu'individus attribuant des valeurs aux choses tous les individus méritent un égal respect.
- Mes valeurs n'ont pas vocation à être meilleures que celles des autres.
- Chacun doit donc être en capacité de faire ses propres choix en se basant sur ses propres valeurs.
- Il paraît difficile d'accepter comme éthique un choix fait pour autrui, sauf dans certaines circonstances (enfants, personnes dépendantes, signature d'un contrat commercial, etc.).

Mise en place du test :

1°/ Est-ce que l'option que j'envisage laisse à chacun suffisamment de liberté de choisir ce qu'ils jugent important ?

2°/ Est-ce que les acteurs concernés disposent de suffisamment d'informations et de suffisamment de liberté pour faire un choix en fonction de leurs valeurs ? Est-ce qu'elles choisiraient une toute autre option si elles disposaient d'informations complémentaires sur la situation ?

3°/ Si les personnes ne disposent pas de marge de manœuvre suffisante et / ou ne possèdent pas suffisamment d'informations sur une situation on peut supposer que l'action envisagée est non éthique.

Beaucoup de problèmes d'éthique, notamment dans le monde professionnel, résultent d'un problème d'information des acteurs. L'absence d'information limite bien souvent l'autonomie des agents dans leur capacité à faire les bons choix.

Faiblesse de ce type de choix :

- Une vision un peu naïve de la prise de décision : il n'est pas sûr que l'on soit toujours capable de faire des choix rationnels basés sur des valeurs explicitement formulées.
- Le problème de la liberté des sujets est un problème redoutable : comment tracer une frontière nette entre persuasion et coercition, surtout dans le monde du travail ? Comment un comportement autonome est-il possible dans le milieu professionnel ?

2.6. Le test de la justice

Le test consiste à poser la question suivante : Est-ce que l'action envisagée produit une distribution équitable des coûts et des bénéfices ?

Si tout le monde est égal – c'est-à-dire a la même valeur en tant qu'être humain – alors tout le monde peut prétendre à disposer d'une part. La distribution par défaut pourrait être de donner à chacun une part égale puisque chacun dispose d'une égale valeur. Il y a cependant des circonstances dans lesquelles les acteurs n'ont pas les mêmes parts parce qu'ils travaillent plus ou moins, parce qu'ils ont de plus grands besoins que les autres, etc.

Par conséquent une distribution équitable pour chaque situation dépend d'une décision sur l'égalité et l'inégalité : traiter les égaux de manière égale et les inégaux de manière inégale. L'inégalité des parts peut se justifier pour plusieurs raisons :

- L'importance des efforts
- La réussite de ces efforts
- L'importance de la contribution au groupe ou au projet
- Les besoins de chacun (par exemple des personnes handicapées)
- L'âge
- L'antériorité d'un contrat de travail
- Les relations au sein d'un groupe
- Etc.

Mise en place du test :

1°/ Quelle est la distribution des coûts et des bénéfices ? Est-ce que ceux qui se partagent les bénéfices se partagent aussi les coûts ?

2°/ Est-ce que cette distribution est juste ? Quel serait le critère de distribution le plus équitable dans la situation considérée ?

3°/ Si le problème ou le débat persistent concernant la distribution et / ou le critère, mettre en place une procédure équitable de décision : consultation, vote, etc.

4°/ Est-ce que l'action envisagée produira réellement une distribution équitable des coûts et des bénéfices ?
La force de ce type de test est qu'il s'appuie sur un sentiment d'équité et d'altruisme qui semble quasiment instinctif chez beaucoup d'hommes et que l'on retrouve même souvent dans les comportements animaux.

La faiblesse de cette démarche est qu'il est difficile de fixer un critère simple et objectif pour distribuer équitablement les coûts et les bénéfices. Quel qu'il soit le critère n'emportera pas la majorité des suffrages des acteurs.

2.7. Le test du bien commun

Le test consiste à se poser la question suivante : dans la situation présente, quelle est l'action qui permettrait d'identifier un bien commun ?

Vivre en communauté implique que l'on prenne en compte non seulement nos intérêts personnels mais aussi les conditions communes qui permettent de satisfaire l'aspiration au bien-être du plus grand nombre. Le bien commun inclut le système social, les institutions, les environnements naturels et technologiques et les moyens de compréhension qui sont à notre disposition pour atteindre notre bien-être personnel.

Travailler au bien commun oblige donc à penser et à agir d'une manière qui bénéficie à l'ensemble de la communauté. En tant que membre de cette communauté, nous profitons du bien commun auquel nous participons et nous en prenons soin également.

Mise en place du test :

1°/ Parmi les systèmes sociaux, les institutions, les environnements et les idéologies dont nous dépendons pour faire fonctionner correctement la société, quels sont ceux qui pourraient être renforcés ou amoindris par notre choix dans une situation donnée ? Quelles sont les actions qui vont les affaiblir ? Quelles sont-elles qui vont les renforcer ?

Cela revient à prendre en compte une multitude de facteurs :

- Croissance humaine : la famille, le système de santé, le système social, le système éducatif, etc.
- Fonctionnement de l'État et sécurité publique : la police, la justice, l'organisation politique et militaire, etc.
- Production de biens et de services, développement économique.
- L'écosystème naturel et les technologies qui rendent possibles toutes les activités humaines.
- Les outils idéologiques et théoriques dont nous disposons pour donner du sens à nos actions.

2°/ Quelles sont les obligations qui m'incombent – en tant que citoyen, employé, ingénieur, responsable d'entreprise, etc. – en regard du bien commun ?

Exemple, si mon entreprise tire avantage d'avoir des employés bien formés et un climat social apaisé, quelles sont les actions et les décisions qui me permettraient de maintenir cet état de fait ou de ne pas trop l'affaiblir ?

3°/ Est-ce que l'action envisagée entre en conflit avec la visée du bien commun telle que je l'ai envisagée ?

4°/ Conclure à partir de ces différentes questions : si l'action envisagée entre en conflit avec ma conception du bien commun ou avec les obligations de mon entreprise en regard du bien commun on peut supposer que cette action est mauvaise d'un point de vue éthique.

Force de ce type test

Il oblige à se poser la question de l'environnement global dans lequel les décisions sont prises et doivent s'insérer.

Faiblesse du test :

- La définition d'un bien commun est une question redoutable.
- Par ailleurs, ce test va à l'encontre de la pente naturelle d'un grand nombre de gens qui ne voient l'exercice d'une activité professionnelle ou d'une activité économique que comme la poursuite d'un intérêt personnel (c'est là un des problèmes du capitalisme dans ses versions les plus libérales).

2.8. Le test de la vertu

Le test consiste à se poser les questions suivantes :

- Est-ce que l'action envisagée est représentative de type de personne que je suis ou que je me représente être ?
- Est-ce qu'il est représentatif de la réputation dont bénéficie mon organisation (entreprise, groupe, etc.) ou de l'image qu'elle entend donner ?

Nos traits de caractère, nos qualités et nos défauts influent sur nos décisions. De même, chaque individu a des aspirations qui lui sont propres et qui dépendent de l'image qu'il se fait de lui et de l'image réelle qu'il renvoie vers les autres. Cela est également valable, dans une certaine mesure, pour les organisations et les entreprises. Ce type de test est intéressant en ce qu'il oblige à se demander qui on est et qui on aspire à devenir. De ce fait l'évaluation éthique d'une décision consiste à se demander si elle pourrait être prise par le type de personne que nous aimerions être.

D'une certaine manière ce test pourrait s'intituler le *test du miroir* : « si je fais ce choix est-ce que j'arriverai toujours à me regarder dans la glace ? ».

Mise en place du test :

1°/ L'action envisagée contribuera-t-elle à faire de moi le genre de personne que je veux être ?

On considère généralement que les personnes les plus excellentes et les plus vertueuses sont celles qui agissent avec honnêteté, courage, compassion, générosité, fidélité, équité, self-control, prudence, etc.

A travers le choix d'une action je peux me conforter à ces modèles de comportement ou ces personnes exemplaires en me demandant quel type d'image elle renverrait de moi.

2°/ L'action envisagée sera-t-elle en accord avec la réputation de mon organisation (entreprise, etc.) ou avec l'image qu'elle aspire à donner d'elle-même ?

3°/ Conclure à partir de ces questions : les actions qui semblent en accord avec ce que l'on désire être ou avec l'image à laquelle aspire une entreprise peuvent être considérées comme acceptables.

Avantage de ce test :

- Il n'insiste pas seulement sur les actions individuelles mais il oblige également à considérer la valeur et la réputation des individus et des entreprises.
- Il permet de comprendre qu'une décision éthique ne consiste pas seulement à suivre des règles ou des codes éthiques mais implique aussi de développer des habitudes de vie et de comportement en accord avec les vertus communément admises : courage, honnêteté, justice, etc.

Faiblesse de ce test :

Les recherches menées en psychologie suggèrent que la plupart des gens ne sont guère cohérent dans leurs choix éthiques et que ceux-ci ne sont pas toujours motivés par la visée de traits de caractère comme l'honnêteté ou la générosité. La justification éthique intervient en fait souvent de manière seconde.

2.9. Conclusion générale

Dans un grand nombre de situations professionnelles, un seul de ces tests pourra être considéré comme suffisant pour éclairer les choix.

Il est cependant souvent utile d'utiliser plus d'un principe éthique pour prendre une décision, notamment dans certains cas précis :

- Situations complexes impliquant de nombreux acteurs ;
- Situations dans lesquelles une décision n'implique pas les mêmes conséquences pour une personne et pour l'ensemble d'une organisation (licencier 10 ouvriers pour améliorer la santé financière d'une entreprise).
- Situations dans lesquelles des points de vues contraires semblent s'exprimer de manière justifiée.

L'éthique, comme les sciences politiques, n'est jamais une science exacte. Multiplier les tests permet d'élargir le champ de la réflexion et la portée de la décision. Dans beaucoup de cas, la prise en compte de plusieurs tests produira le même type de jugement sur ce qu'il est avisé de faire d'un point de vue éthique. Cependant, on pourra également se trouver dans des situations où différents principes éthiques entrent en conflit. Que faut-il faire dans ce cas ?

- Si l'action considérée est éthique en fonction de certains principes et non éthique en fonction de certains autres, on peut faire appel à la réflexion et au jugement pour indiquer quels sont ceux qui règlent au mieux le problème qui se pose. Cela peut se faire par une réflexion personnelle (intérieure) ou, mieux encore, par une conversation directe avec d'autres acteurs concernés par le problème.
- Il peut parfois y avoir des désaccords sur les principes éthiques qui devraient être privilégiés dans certaines situations et, par conséquent, sur les meilleurs choix éthiques. Dans ce cas une discussion pratique à partir de tests ou de critères commun peut permettre d'aplanir les difficultés et éventuellement forger un consensus autour d'une décision.

Quelles que soient les situations, les choix éthiques doivent prendre en compte les facteurs suivants :

- La charge émotionnelle : l'intuition intime que l'on peut avoir de la justesse d'un principe ou d'une décision ne garantit pas qu'elle le soit.
- L'empathie : l'éthique implique de se mettre à la place d'autres acteurs qui ne partagent pas forcément nos idées ou nos intérêts. Il faut donc trouver un juste équilibre entre la visée de ses propres intérêts et la prise en compte de ceux des autres.

3. L'éthique en questions

Les tests ne sont pas tout. Encore faut-il savoir de quelle manière on peut les appliquer dans une démarche générale. Voici le détail d'une procédure qui peut être mise en œuvre dans une situation concrète (lancement d'un nouveau produit, changement de politique industrielle d'une entreprise, gestion des ressources humaines, etc.). Elle s'appuie principalement sur une démarche interrogative.

3.1. Étape 1 : Reconnaître la question éthique

La décision ou la situation qui m'occupe pourraient-elles causer des dommages à un individu ou à un groupe d'individus ? Impliquent-elles un choix entre une bonne et une mauvaise alternative, ou peut-être entre deux « bien » ou entre deux « maux » ?

Est-ce que le problème qui se pose sort du cadre des problèmes légaux ou des problèmes d'optimisation ?

Si oui, de quelle manière ?

3.2. Étape 2 : Rassembler les données

Quels sont les faits pertinents concernant ce cas ? Quels sont les faits inconnus ? Puis-je approfondir ma connaissance de la situation ? Ai-je suffisamment de connaissance pour prendre une bonne décision ?

Pour quels individus ou groupes d'individus y-a-t-il un enjeu majeur concernant le résultat ? Certains groupes sont-ils plus importants que d'autres ? Pourquoi ?

Quelles sont les options en matière de décision ? Toutes les personnes, tous les groupes concernés ont-ils été consultés ? Ai-je pu identifier des options créatives ou inédites ?

3.3. Étape 3 : Évaluer les différents choix possibles en fonctions d'options philosophiques

Utilitarisme : Quel choix produira le plus de bien et le moins de souffrance ?

Droits de l'homme : Quelle est l'option qui respecte le mieux les droits de tous les acteurs concernés ?

Principe de justice ou d'équité : quelle est l'option la plus acceptable en terme de justice ou d'équité ?

Principe du bien commun : Quelle est l'option qui sert au mieux la communauté dans son ensemble, plutôt que quelques individus ?

Éthique des vertus : quelle est l'option qui me fait agir en conformité avec l'idée que je me fais de ma propre personne et de mes valeurs ?

Autres tests potentiels : test de l'odeur, matrices éthiques, etc.

3.4. Étape 4 : Prendre une décision et la tester

Considérant toutes ces questions, quelle est l'option qui paraît la plus adaptée et la plus commune ?

Si je devais faire part de ma décision à quelqu'un que je respecte, ou défendre mon option à la télévision, quelles seraient les réactions ?

3.5. Étape 5 : Agir et évaluer le résultat

Comment ma décision doit-elle être mise en œuvre ?

Comment peut-elle être appliquée en regard de tous les acteurs concernés ?

Quelles ont été ses conséquences et qu'ai-je pu apprendre de cette situation spécifique ?

4. Quelques astuces de formalisation du raisonnement

La question du vrai est problématique en éthique : il s'agit en effet avant tout de décider en fonction de principes et de valeurs qui comportent une part de subjectivité.

Il n'en demeure pas moins que l'éthique est une discipline argumentative : il s'agit de peser différentes options, de décider et de justifier les choix (soit pour soi-même soit pour les autres).

Voici une procédure simple de formalisation des raisonnements éthiques qui est assez bien adaptée au champ de l'éthique professionnelle.

Mise en place du schéma de raisonnement :

1°/ Caractériser le problème :

- Quelle est la question morale ?
- Quelles possibilités d'action semblent se dessiner au premier abord ?... Question des opinions éthiques spontanées qu'il s'agit de tester à travers une analyse rationnelle et documentée.

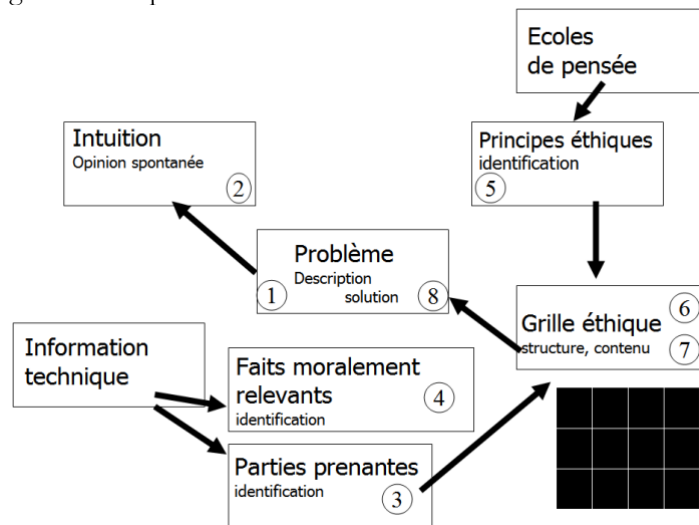
2°/ Analyser le problème :

- Qui est impliqué dans cette question morale ?... Identification des acteurs concernés.
- Quels sont les arguments pertinents qui permettent de répondre à cette question ?...
- Documentation sur le sujet : aspects techniques, juridiques, sociaux, politiques, psychologiques, etc.

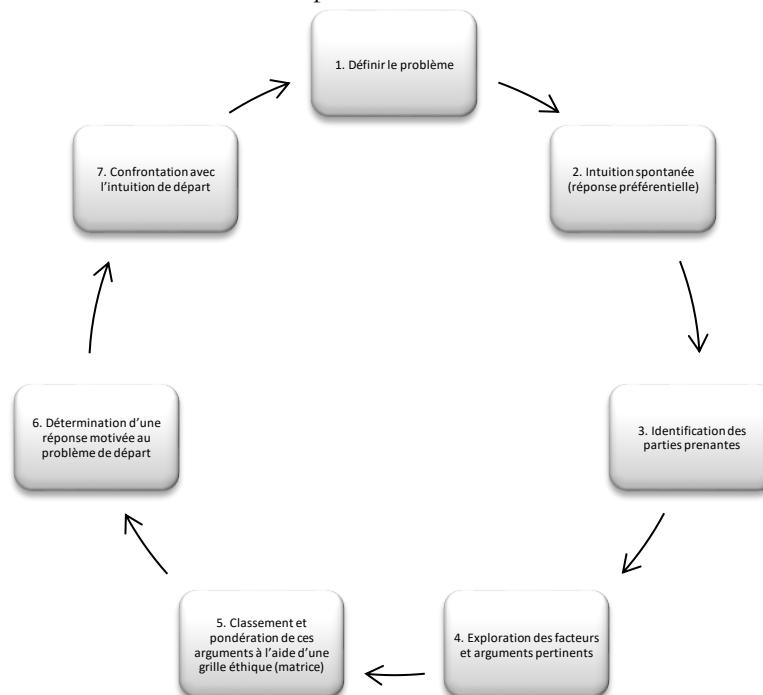
3°/ Peser, pondérer, évaluer la dimension éthique du problème

- Quelle est l'importance de ces différents arguments pour le cas ? Quel poids doit-on accorder à chacun des arguments ? Comment discriminer les différents aspects du problème ?
- Sur quels principes éthiques faut-il appuyer les critères d'évaluation
- Quelle action possible est préférable sur la base de la pondération des arguments ?

Voici une représentation imagée de cette procédure de raisonnement.



On peut aussi représenter ce mode de raisonnement par le schéma ci-dessous.



Pour finir on peut imaginer d'analyser une situation éthique à l'aide d'une matrice. Il s'agit alors de confronter intérêts de chaque acteur concerné par le problème à un certain nombre de principes éthiques susceptibles d'éclairer l'analyse.

Acteurs / Principes	Bien-être	Autonomie	Justice
Le chef d'entreprise			

Le salarié
Les syndicats
L'État
L'environnement
Etc.

Les méthodes de délibérations éthiques sont très nombreuses et parfois très techniques. Il existe d'ailleurs un vaste champ de recherche dans le domaine de l'éthique appliquée. Mais celui-ci s'adresse d'abord aux chercheurs en philosophie et aux théoriciens de l'éthique.

Dans le champ de l'éthique professionnelle, les enjeux sont différents. Il s'agit de prendre des décisions, parfois très rapidement, dans des contextes complexes où interviennent de nombreux acteurs. Les méthodes de décision peuvent être diverses mais il vaut mieux en choisir une. L'éthique professionnelle invite à réfléchir sur les valeurs qui sous-tendent ces choix et les rendre explicites, pour soi-même et pour les autres.